

CADRE DE VIE À TIZI-OUZOU

Protestation des habitants d'Ihesnawen

Les habitants d'Ihesnawen (Hasnawa), dans la périphérie sud-est du chef-lieu de wilaya, interpellent, dans une lettre, la daïra, la wilaya, les travaux publics, l'APW et la Protection civile de Tizi-Ouzou sur l'abandon des routes du village situé juste derrière le campus universitaire de Bastos ou Hasnawa.

Ouvertes depuis plus de 20 ans, selon les auteurs de la lettre, ces routes n'ont jamais été sablées, bitumées, et entretenues, déplorent-ils. Ils exigent l'intervention de tous les services concernés en vue d'une solution urgente et définitive au bourbier qui leur sert de routes.

Les villageois pataugent dans la boue en cette saison hivernale. Les protestataires, qui prennent le soin de se démarquer des «événements récents», signalent des risques qui devraient alerter les responsables locaux, il s'agit des conduites d'eau et de gaz à ras du sol, qui constituent, d'après eux, un réel danger pour les habitants du village relevant de la commune de Tizi-Ouzou. Patients



Photo : D. R.

et réalistes malgré la sourde oreille des autorités saisies à maintes reprises, ils s'expriment au nom de l'assemblée générale du village, en demandant un sablage ou un revêtement temporaire en tuf et un aménagement provisoire des rues pour leur permettre de circuler, de pouvoir évacuer leurs malades sans difficultés en attendant la réalisation de routes normalisées. Il faut ajouter

les rues du lotissement Hasnawa où il y a, outre les habitants qui ont achevé leurs constructions, la clinique dite des Genêts qui fonctionne depuis plus de 10 ans, un concessionnaire de véhicules Suzuki et d'autres activités.

Le même lotissement public attend un accès qui mette fin à son enclavement ainsi que la délocalisation du marché trabendiste, promise vainement depuis

20 ans, et qui pollue le quartier. Quelques dizaines de mètres plus haut, le bâtiment Naegelene, réhabilité depuis plus d'une année, attend le revêtement de la rue qui le contourne pour déboucher sur l'antenne de la conservation des forêts et le stade du 1^{er} Novembre. Là, à quelques enjambées du CHU, cela fait des années que l'on patauge dans la boue, et dans les eaux sales tout au long des trottoirs de la rue Lamali en plein centre-ville, parce qu'on n'ose pas déranger les occupants, des trabendistes, pour revêtir les trottoirs et permettre aux piétons d'évoluer sans risque.

L'amélioration urbaine, entamée il y a plus d'une année, s'est limitée à quelques grandes artères centrales avant de s'attaquer à la nouvelle ville qui est, elle aussi, loin d'être achevée et sans reproches. On pourrait allonger la liste des quartiers du chef-lieu de wilaya, sans parler de la périphérie, où les habitants se plaignent de l'état des rues et ruelles sans savoir à qui imputer la responsabilité. A l'APC, à la daïra ou aux travaux publics ?

Y. B.

GUELMA

Le syndrome grippal fait des ravages

Ecoulement nasal, maux de gorge, toux et fièvre, ces symptômes constituent le motif de consultation le plus fréquemment enregistré cette semaine au niveau des différentes structures de santé de la wilaya.

Selon les professionnels de la santé, il s'agit du syndrome grippal ou gros rhume, un tableau clinique proche de celui de la grippe saisonnière, très fréquent en période hivernale et déclenché par les variations de température. Cette affection qui sévit actuellement en divers endroits de la wilaya a touché toutes les tranches d'âge, mais avec une prédominance chez les nourrissons et les enfants. Selon les chiffres recueillis vendredi auprès du service de consultation de la polyclinique Saïd-Bedjaoui de Guelma, plus d'une soixantaine de cas sont traités quotidiennement par les médecins de cette structure.

Le traitement du syndrome grippal est symptomatique, associant des antipyrétiques (contre la fièvre) et des antitussifs (contre la toux), nous déclare un praticien de la santé publique, qui a, en outre, mis en garde contre l'automédication en précisant que dans ce cas «la prescription d'antibiotiques devrait être exceptionnelle».

Noureddine Guergour

MASCARA

Les vendeurs à la sauvette réinvestissent Trig El-Oued

«Chassez le naturel et il revient au galop». Les vendeurs à la sauvette ont repris leur place au marché populaire de Trig El-Oued, bravant ainsi l'interdiction puisque le marché avait été délocalisé. Vendredi matin, l'informel avait repris de plus belle. «Cela fait des années que nous sommes installés ici et le nouvel emplacement ne nous arrange pas», nous dira un jeune vendeur. Quelques commerçants qui ont des locaux ont rouvert, même eux avaient été frappés par l'interdiction et pourtant ils seraient détenteurs d'un registre du commerce, activité fruits et légumes. Au demeurant, ces jeunes vendeurs n'ont pas été inquiétés. «Que l'on nous fout la paix», entendons-nous dire. Quelques policiers sont là, ils surveillent tout simplement. Côté pouvoirs publics, l'on semble faire dans l'apaisement.

M. Meddeber

L'Insim offre des bourses d'études à ses meilleurs étudiants

L'Insim, Institut international de management, filiale de Tizi-Ouzou, a attribué cinq bourses d'études à cinq étudiants majors de promotion.

A cet effet, une cérémonie a été organisée, jeudi dernier, au siège de l'institut et à laquelle ont pris part, outre les étudiants, de nombreux invités. Quatre étudiants ayant le diplôme de BTS, toutes spécialités confondues, auront droit à une prise en charge gratuite de leur formation au grade d'ingénieur ; le cinquième lauréat, une étudiante qui a obtenu avec succès son diplôme d'ingénieur verra sa

formation en master entièrement financée par l'établissement.

Une opération qui ne revêt nullement, aux yeux de M. Zerrourou, directeur de cet institut, un caractère charitable et philanthropique. «Cette initiative qui est la première du genre en Algérie est l'expression de la vocation qu'entend se donner notre école : malgré son statut juridique de droit privé, l'Insim reste une institution du savoir à dimension citoyenne ; elle est la traduction d'un projet sociétal dans le sens où elle est pourvoyeuse de compétences pour l'économie nationale et les

entreprises. Elle organise des cycles de conférences en direction de tous les acteurs du développement économique, à savoir les universitaires, les cadres d'entreprises, les élus locaux...» Selon des universitaires, notamment M. Allal, enseignant spécialisé en communication, et le P^r Dahmani, du département d'économie de l'université de Tizi-Ouzou, invités à la cérémonie, cette initiative est louable. Outre qu'elle peut susciter l'émulation et la compétitivité, elle récompense le mérite et la performance.

S. A. M.

L'APW DE BOUMERDÈS TIENT ENFIN SA 3^e SESSION DE 2010

«Tout va très bien»

S'est-il passé quelque chose en ce début d'année 2011 dans la wilaya de Boumerdès et à travers tout le pays ?

Les écrits sur les violentes émeutes qui ont touché quasiment les 32 communes de la wilaya de l'ex-Rocher noir, les destructions, les blessés, les arrestations et l'emprisonnement des jeunes dans le tout le pays n'auraient-ils été que des affabulations de journalistes mal intentionnés ? Tout porte à le croire. En effet, à l'ouverture, mardi, de la 3^e session de 2010 — un retard à rattraper — de l'APW de Boumerdès, ces graves événements n'ont mérité que quelques secondes d'intervention de la part du président de cette institution. Cette déclaration est, par ailleurs, assimilée par des observateurs présents à ce conclave qui regroupe, en plus des élus majoritaires de l'alliance présidentielle, ceux du PT et du FFS, à une condamnation des jeunes émeu-

tiers.

Le président issu du FLN a dit en substance : «Nous ne sommes pas d'accord avec les destructions. Nous sommes pour le dialogue et l'association des citoyens à la gestion des villes. Nous estimons que les problèmes des citoyens sont légitimes.» Aucune compassion à l'endroit des blessés, ni des jeunes arrêtés, ni même à celui des institutions et des entreprises publiques ou privées victimes de destructions, n'a été signifiée. Clôturant ce volet, le président a fini par remercier les élus et les autres responsables qui, selon lui, seraient intervenus pour calmer les émeutiers. L'intervenant ne dit cependant pas quand ces responsables et ces élus sont intervenus ni dans quelles localités ils étaient présents pour empêcher le face-

à-face jeunes-brigades anti-émeutes comme l'ont constaté citoyens et observateurs. Si d'aventure c'était le cas, comment se fait-il que ces interventions n'ont empêché ni les violents affrontements, ni les importantes destructions, ni les nombreuses arrestations ? Quant à l'essentiel de sa déclaration au sujet du dialogue, pourquoi cette démarche n'a pas eu lieu avant le drame ? Faut-il rappeler que la wilaya de Boumerdès vivait, pratiquement depuis 2003, au rythme des émeutes ? Dans certaines localités comme Chabet-El-Ameur, Afir, Laâziv et Bordj-Menaïel, ces révoltes étaient cycliques.

Les jeunes de la wilaya de Boumerdès ont commencé par des manifestations pacifiques de rue. Mais n'ayant pas été écoutés, ils sont passés aux pneus brûlés pour finir dans l'action extrême ; l'immolation par le feu. D'autres jeunes de la wilaya

avaient choisi le suicide par l'explosif que leur fournissaient les émirs du GSPC puis d'Aqmi. Ils ont été abandonnés pour devenir la chair à canon des islamistes armés.

Dans ce travail de sape, d'autres islamistes contribuaient à la gabegie qui alimentait la frustration de la jeunesse. Ce sont des faits que nul ne peut ignorer. Dès lors, le commun des administrés des institutions élues de la wilaya de Boumerdès ou d'ailleurs ne peut que s'inquiéter légitimement : les institutions qui le représentent seraient-elles bridées par un système politico-administratif obsolète et qui ne fait pas confiance à l'action citoyenne ou alors cette inertie institutionnelle catastrophique résulterait-elle d'une compromission politique mêlée à une incapacité avérée ?

Abachi L.